

RECOMMANDATIONS AUX DÉCIDEURS EN AMONT DE RIO+20

Les décideurs réunis au sommet de Rio+20 doivent prendre des mesures pour améliorer la gestion des ressources hydriques tout en assurant l'accès à l'eau pour tous. Rio+20 doit :

- **Promouvoir et financer la gestion intégrée et participative de l'eau**, avec des systèmes éprouvés comme la GIRE, en vue de maximiser le bien-être économique et social, sans compromettre la durabilité d'écosystèmes vitaux.
- **La mise en place et le renforcement des mécanismes institutionnels** sont des mesures transparentes à prendre pour mieux planifier la gestion de l'eau, améliorer les systèmes d'alerte précoce et faciliter la gouvernance participative.
- **Participation communautaire et implication des femmes dans la gouvernance institutionnelle durable de l'eau.** Les femmes sont souvent les premières victimes de la crise de l'eau puisque traditionnellement, en zone rurale notamment, elles sont chargées de trouver l'eau nécessaire aux besoins de la famille. Il est donc crucial de les impliquer dans les processus de concertation et de prise de décision.
- **Promouvoir le rôle de la recherche, l'éducation, la sensibilisation et des connaissances locales.** Pour être efficace, toute politique de gestion de l'eau doit s'appuyer sur les droits et coutumes des communautés. Elle doit également développer les outils pour partager les bonnes pratiques, et vulgariser informations relatives à la disponibilité des ressources en eau, et les solutions pour maîtriser la consommation en eau.
- **Réaffirmer la légitimité et la contribution de la société civile** (ONG, organisations paysannes, associations de consommateurs...) dans les prises de décision et dans la mise en œuvre des politiques agricoles et de l'eau.



RIO+20 VERS UNE GESTION PARTAGÉE DE L'EAU POUR ASSURER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES COMMUNAUTÉS

N°5

Fidèle ANON
JVE, Côte d'Ivoire

Hawal DJERI
ASEDI, Togo

Abdoul MOUTARI
DEMI-E, Niger

Le prochain sommet de la terre à Rio sera l'occasion de rappeler que l'accès à l'eau est à la fois un droit fondamental et une ressource naturelle de plus en plus menacée par les changements climatiques et la dégradation environnementale.

Forte de ses initiatives auprès des communautés locales, le Réseau Climat & Développement souhaite contribuer aux réflexions sur la bonne gestion de l'eau dans le cadre d'un développement sobre en carbone et résilient au changement climatique.

Partenaires



HEINRICH BÖLL STIFTUNG
NIGERIA



réseau
action
climat
france



Le RÉSEAU CLIMAT & DÉVELOPPEMENT, créé par Enda Energie et le Réseau Action Climat-France en 2007, réunit aujourd'hui plus de 65 ONG francophones, principalement africaines. Il est force de proposition sur les enjeux climat & développement, tant dans les négociations internationales que dans les stratégies locales de développement. En outre, il plaide pour une prise en compte des priorités des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables dans les négociations internationales sur le climat.

Pour plus d'information, rendez-vous sur notre site internet : www.climatdeveloppement.org

CONSTATS

Une ressource vitale menacée par les changements climatiques

L'eau est la base de toute forme de vie sur terre. Elle joue également un rôle très important dans l'équilibre et la survie des écosystèmes et la qualité des sols. Sa qualité et sa disponibilité sont facteurs de développement. Mais aujourd'hui, nos ressources mondiales en eau sont très directement menacées par les changements climatiques, la pression démographique et l'industrialisation.

Selon BERGKAMP, Directeur du Conseil Mondial de l'Eau : « l'eau un est facteur clé du développement et le premier vecteur par lequel le changement climatique sera ressenti ». Pourtant, seulement 5% de l'aide au développement est destinée aux problèmes d'accès à l'eau alors que déjà 1/7 de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable et 1/3 n'est pas reliée à des systèmes d'assainissement. Selon la FAO, d'ici 2025, 1,8 milliards de personnes vivront dans des pays ou régions en situation de stress hydrique dangereux.

Le stress hydrique croissant va également affecter directement l'agriculture et la sécurité alimentaire : l'agriculture pluviale qui

représente aujourd'hui 96% des superficies cultivées en Afrique subsaharienne va voir ses rendements diminuer fortement. D'ici 2080, cela pourrait signifier que 75% de la population africaine est confrontée à la faim alors que la demande en irrigation va sensiblement augmenter. En effet, l'agriculture représente déjà en Afrique subsaharienne 87% des prélèvements en eau (et entre 70-80% en moyenne dans les autres régions du monde).

Par ailleurs, la qualité des ressources hydriques disponibles tend à se dégrader. L'expansion des zones urbaines exerce déjà une pression accrue localement sur les ressources en eau et sur leur qualité. Les modes de production industrialisés, l'utilisation croissante d'intrants chimiques et le manque d'infrastructures de traitement des eaux usées tendent à dégrader la qualité de l'eau. Dans les pays en voie de développement, 70% des eaux usées sont déversées sans aucun traitement dans les cours d'eaux.

Enfin, les systèmes d'agriculture intensive polluent les écosystèmes, milieux producteurs et régénérateurs de cette ressource en eau.

ENJEUX

L'accès à l'eau pour tous et pour longtemps

Pourtant, il y a assez d'eau pour tous. De ce qui précède, le problème auquel nous devons faire face aujourd'hui est principalement un problème de gouvernance et de gestion. Mais qu'il faut concilier avec l'accès à l'eau pour tous, un droit de plus en plus fondamental au regard des changements climatiques et de leurs impacts sur les ressources en eau.

Il s'agit donc de partager et gérer cette eau de façon équitable, efficiente et résiliente au changement climatique, tout en assurant la pérennité des écosystèmes naturels. En bref, Rio+20 doit créer une véritable économie de l'eau qui passe d'une logique de réaction à court-terme à une gestion adaptative et préventive des risques sur le long terme tant sur le plan social, économique et environnemental.

SOLUTIONS

Il existe des solutions et bonnes pratiques au niveau des communautés. Celles-ci doivent inspirer les politiques internationales. Notamment :

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), une solution locale et répliquable. Face aux impacts assez récents du changement climatique, les communautés ont eu tendance à appliquer à des phénomènes rampants et récurrents comme la désertification des principes de gestion de crise ponctuelle. Il est temps de mettre en place une gestion adaptative et à plus long terme. À cette fin, l'eau ne devrait plus être gérée comme une substance mais plutôt comme un écosystème. De ce point de vue, la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) peut permettre de lutter contre et maîtriser la pénurie d'eau. Dans

l'idéal, la GIRE identifie l'intérêt de protéger la ressource en eau et cherche à la concilier avec l'intérêt d'exploiter la ressource. La GIRE s'appuie sur les communautés et des réunions de concertation, de sensibilisation et de responsabilisation pour trouver des solutions pratiques qui permettent de concilier l'utilisation de l'eau avec sa protection. Elle cherche à analyser et intégrer les traditions, données culturelles qui peuvent affecter/améliorer la gestion de l'eau. La GIRE est exigeante certes, mais propose un cadre souple et progressif vers une gestion intégrée durable.



LA GIRE AU NIGER, DANS LA BASSE VALLÉE DE LA TARKA (ONG DEMI-E)

Depuis 1999, le Niger a opté pour le choix stratégique de la GIRE comme outil de gestion du potentiel hydrique national. S'inscrivant dans ce contexte, la GIRE a démarré en 2009 pour une durée d'exécution de 9 ans. Il intervient dans une zone de cultures maraîchères à forte production d'oignon où la nappe phréatique est peu profonde et l'utilisation de produits chimiques dans les exploitations de type pluvial est intense. Le projet vise le renforcement des stratégies d'adaptation et des capacités des communautés à gérer l'eau et à faire face aux aléas climatiques et environnementaux, et la forte implication des femmes dans la gestion de l'eau.

En 3 ans, le projet a permis de collecter et d'analyser des données sur la consommation de l'eau. Il analyse en continu les impacts climatiques et les modalités de réduction des risques environnementaux. Il a également permis de responsabiliser et mobiliser 400 communautés dans la vallée sur l'assainissement et la restauration de l'environnement lors de rencontres pour échanger sur la gestion de l'eau dans l'agriculture, l'eau de bassin, l'élevage, les aires de pâturages, les zones humides et les mares. Le projet a également permis de former les élus locaux et l'intercommunalité sur la GIRE.

Enfin, le projet a mis à disposition des agricultrices un appui au développement de l'agriculture écologique, moins consommatrice en eau. Au regard de l'importance de la bonne gestion de l'eau dans le cadre de la production agricole, le projet mettra l'accent sur l'eau pour l'agriculture et deviendra « WAI » (Water for Agriculture Initiative) à partir de 2013.